

Libre-échange avec la Chine

QUEL INTÉRÊT POUR LE MAROC ?

P6



Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Mondial 2026

Bouaddi, le maestro qui a fait danser la Seleção

P11



Ayoub Bouaddi a fait sensation face au Brésil...

Travail des enfants

Le décrochage scolaire recrute toujours!

P12



Lorsque l'école perd un élève, le marché du travail gagne souvent une paire de bras.

Fouzi Lekjaa

L'homme qui fait bouger les lignes

P8

Fuite des médecins

Nous avons beaucoup investi dans la formation des médecins

Oui, mais pour quel pays exactement ?

Boudali

Confus **DE CANARD**

Trump sort enfin du piège iranien...

P2

Tarifs, AMO, Ordre

Les médecins montent au créneau

P10



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

TRUMP SORT ENFIN DU PIÈGE IRANIEN ...

L'annonce de la signature, vendredi 19 juin à Genève, d'un memorandum d'entente entre les États-Unis et l'Iran est présentée par Donald Trump comme une victoire diplomatique majeure. Pourtant, à y regarder de plus près, cet accord derrière lequel il a couru pendant plusieurs semaines ressemble davantage à une sortie de crise sous la pression qu'à un triomphe stratégique de Washington. Difficile de ne pas évoquer l'immense paradoxe de ce deal dont l'un des principaux points est la réouverture du détroit d'Ormuz à la navigation internationale. Or, avant les frappes américano-israéliennes du 28 février contre l'Iran, ce détroit stratégique par lequel transite 25% du pétrole mondial était ouvert. Après des mois de guerre, de tensions régionales, de perturbations économiques et de flambée des prix de l'énergie, les États-Unis de Trump n'ont in fine obtenu qu'un retour à la situation qui prévalait avant le déclenchement des hostilités. La question mérite donc d'être posée : qui sort réellement gagnant de cette confrontation ? Certainement pas Washington. Car si l'objectif était d'affaiblir l'Iran déjà sous embargo et de le contraindre à capituler, le résultat est tout autre. Malgré les bombardements, l'assassinat de ses dirigeants, le blocus naval et les pressions militaires, la République islamique est toujours là. Mieux encore, elle revient au centre du jeu diplomatique en tant qu'interlocuteur incontournable. Les États-Unis, qui voulaient imposer leurs conditions par la force, se retrouvent aujourd'hui contraints de négocier avec le régime qu'ils prétendaient isoler en le diabolisant.

Pour l'Iran, l'accord a des allures de reconnaissance. Le régime n'a pas été renversé, ni marginalisé et n'a pas non plus abandonné sa doctrine. Au contraire, il a réussi à transformer sa capacité de nuisance stratégique, notamment autour du détroit d'Ormuz, en levier de négociation. Sa véritable arme nucléaire intelligemment utilisée par un régime résilient contre lequel s'est fracassé le mythe de la puissance militaire américaine... en quelque sorte. Mais les bénéfices pour l'Iran ne s'arrêtent pas là. La levée du blocus naval permet à nouveau la reprise des exportations de pétrole iranien, renforçant considérablement les capacités financières du pays. À cela s'ajoute la levée du gel d'une partie des avoirs iraniens à l'étranger, évalués à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Autrement dit, loin d'être étranglé économiquement, Téhéran pourrait sortir de cette crise avec des ressources accrues pour consolider son économie et renforcer son influence régionale. Si Donald Trump s'est montré si pressé de conclure un accord, c'est aussi parce que le coût politique de cette guerre devenait chaque jour plus lourd. La hausse spectaculaire des prix du pétrole menaçait directement le pouvoir d'achat des Américains. Les marchés s'inquiétaient des conséquences d'un conflit prolongé dans l'une des régions les plus sensibles du monde pour l'approvisionnement énergétique. L'économie mondiale elle-même commençait à ressentir les effets de cette instabilité.

À cela s'ajoutait un contexte politique intérieur particulièrement délicat. À l'approche des élections de mi-mandat, Donald Trump devait composer avec une opinion publique hostile à l'idée d'un nouvel enlèvement militaire au Moyen-Orient. Même au sein de son propre camp, des voix s'élevaient pour dénoncer une aventure dont les objectifs devenaient flous et les bénéfices incertains. C'est là qu'apparaît l'ombre de Benjamin Netanyahu. Depuis des années, le Premier ministre israélien pousse en faveur d'une confrontation directe avec l'Iran. Mais les intérêts israéliens ne coïncident pas toujours avec ceux des États-Unis. Là où le colonisateur israélien voit dans le régime des mollahs une menace existentielle, Washington doit aussi gérer les conséquences économiques, diplomatiques et électorales de ses choix.

Last but not least, l'engagement américain dans les bombardements de l'Iran (on parle de plus 13000 cibles frappées) que les réserves de certains missiles stratégiques se sont amenuisés à un rythme préoccupant. Selon plusieurs estimations, des milliers de munitions ont déjà été consommées, parmi lesquelles des missiles intercepteurs Patriot et des missiles de croisière Tomahawk, largement sollicités lors des récentes opérations au Moyen-Orient.

**Pour l'Iran,
l'accord a des allures
de reconnaissance.
Le régime n'a pas été
renversé, ni
marginalisé et n'a pas
non plus abandonné sa
doctrine.**

Cette forte consommation met en évidence les limites des capacités de production de l'industrie américaine de défense. Les experts considèrent qu'il faudrait au moins trois ans pour reconstituer les stocks de ces armements stratégiques, un délai qui soulève des interrogations sur la capacité de Washington à soutenir durablement plusieurs théâtres d'opérations simultanément tout en préservant son niveau de préparation militaire.

En s'engageant dans cette confrontation contre-productive à plus d'un titre, Donald Trump semble avoir sous-estimé la complexité du dossier iranien. La logique du rapport de force, qui lui a souvent réussi dans le monde des affaires ou dans sa communication politique, a montré ici ses limites. On peut bombarder des installations, imposer des sanctions ou déployer des flottes navales. On ne résout pas pour autant les équations géopolitiques les plus complexes du Moyen-Orient. L'histoire regorge d'exemples où l'usage de la force a produit l'effet inverse de celui recherché. Ceux qui cherchaient à affaiblir Téhéran l'ont finalement replacé au centre des négociations internationales. Ceux qui promettaient une démonstration de puissance se retrouvent aujourd'hui à signer un accord qui entérine, au moins partiellement, les réalités qu'ils voulaient modifier. Au final, le véritable enseignement de cette séquence est peut-être là : il est souvent plus facile de déclencher une guerre que d'en sortir. Et lorsqu'un accord de paix rétablit principalement ce qui existait avant le conflit, tout en offrant à l'adversaire une bouffée d'oxygène inestimable, il est difficile de parler de victoire. ▀



Côté **BASSE-COUR**



Justice Le bras de fer entre les avocats et Ouahbi franchit un nouveau palier



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

Le conflit entre le ministère de la Justice et les avocats marocains vient de connaître une nouvelle escalade. Réunie en session d'urgence à Rabat, l'Association des barreaux du Maroc (ABAM) a décidé de durcir le ton en décrétant une grève générale nationale du 15 au 21 juin. Une décision qui marque une étape supplémentaire dans le bras de fer opposant la profession au ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi. À l'origine de cette montée de tension, les récentes déclarations du ministre devant la Commission de la justice, de la législation et des droits de l'Homme à la Chambre des conseillers. Pour les avocats, les propos tenus ont dépassé le cadre d'un simple désaccord institutionnel. Ils y voient des attaques directes contre la profession, ses instances représentatives et son rôle au sein du système judiciaire. Estimant que la ligne rouge a été franchie, l'ABAM dénonce ce qu'elle considère comme une campagne de dénigrement et des accusations infondées visant les avocats. En réponse, elle a choisi l'arme de la grève totale, suspendant l'ensemble des activités professionnelles pendant une semaine. Une mobilisation qui pourrait avoir des répercussions importantes sur le fonctionnement des tribunaux et entraîner le report de nombreux dossiers à travers le Royaume. La controverse porte également sur la Mutuelle des barreaux du Maroc (MUPAM), dont la gestion a été évoquée dans les déclarations attribuées au ministre. L'Association des barreaux est montée au créneau pour défendre cette institution sociale, soulignant qu'elle est soumise aux mécanismes légaux de contrôle ainsi qu'à la supervision de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS). Selon l'ABAM, les audits réalisés jusqu'à présent ont confirmé la conformité de sa gestion et la transparence de son fonctionnement. Face à ce qu'elle considère comme une rupture du dialogue avec le ministère, la profession entend désormais porter ses revendications au plus haut niveau de l'Exécutif. L'Association prévoit ainsi de saisir directement le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, afin de lui exposer les griefs de la profession et d'alerter sur la dégradation du climat de concertation et de confiance... ▶

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste

نادي اليخوت Tanger
Royal Yacht Club Tanger
Fondé en 1925

2026 OPTIMIST
WORLD CHAMPIONSHIP
TANGER MOROCCO JUNE 18-28

FEDERATION ROYALE
MOROCAINE DE VOILE

OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP | **18 ▶ 28**
JUNE TANGIER
2026 MOROCCO

WHERE WINDS & NATIONS MEETS

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS	SPONSORS OFFICIELS	SPONSORS	MEDIAS
TANGERMED, MDJS, Morocco, etc.	SOUFAST, MARSA MAROC, SOFITEL, SSL, R I S M A, MOVENPICK	Red Bull, NMMI, SILKLAN, Silken, etc.	2M, MEDIAS, etc.



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

DES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

De même, Warren Buffett n'investit pas dans des produits financiers qu'il ne comprend pas. C'est notamment le cas des « produits structurés de crédit » qui seront à l'origine de la crise des subprimes en 2008. Dès 2003, il déclarait à leur sujet : « Les produits structurés de crédit sont des armes de destruction massive » concluant par « je n'y comprends rien »[33].

D'avril 2011 à novembre 2011, Warren Buffett s'est porté acquéreur, via sa société Berkshire Hathaway, de 64 millions d'actions IBM (5,5 % du capital), pour environ 10,7 milliards de dollars[34].

Depuis les années 1960, il a ainsi obtenu un rendement annuel moyen de plus de 20 % par an, un record sur une aussi longue période. Cependant, à la grande différence des autres investisseurs, Buffett contrôle souvent la gestion des entreprises dont il est un important actionnaire. Ce n'est pas un « petit porteur » qui n'exerce aucun contrôle sur les entreprises dont il a acheté les actions. Parmi les indicateurs de valorisation boursière popularisés par Warren Buffett figure le « Buffett Indicator », qui compare la capitalisation boursière totale des actions américaines au produit intérieur brut (PIB) des États-Unis[35].

Prises de positions sur l'économie, la société et la politique

En ce qui concerne sa vie personnelle, Warren Buffett est connu pour être frugal et peu dépensier. Il est payé 100 000 dollars américains chaque année par Berkshire Hathaway, selon son propre choix. Son volume de revenu net disponible provient de ses autres investissements personnels en dehors de Berkshire, quoiqu'ils constituent moins de 1 % de sa valeur nette globale (Berkshire n'a pas payé de dividendes depuis des décennies).

Il fait des donations à travers la Buffett Foundation, habituellement autour de 12 millions de dollars américains par an. Il a indiqué son intention de distribuer 85 % de sa fortune, après sa mort, à des œuvres caritatives.

Warren Buffett a annoncé, le dimanche 25 juin 2006, son intention de donner 37 milliards de dollars américains[36], soit 24,7 milliards d'euros, à la Fondation Bill-et-Melinda-Gates et à des membres de sa propre famille. Cette décision, qui porte sur plus de 85 % de sa fortune, constitue la plus grosse donation individuelle jamais réalisée aux États-Unis.

Le 25 mai 2005, Warren Buffett déclare sur la chaîne de télévision CNN :

« Il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas » (It's a class warfare, my class is winning, but they shouldn't be). En effet, Warren Buffett affirme à l'occasion que les riches ne se sont jamais aussi bien portés (« We never had it so good ») et qu'il serait ainsi judicieux d'élever les taxes les concernant[37]. Il déclarait aussi : « il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner »[38]. Démocrate historique, il a soutenu Hillary Clinton à l'élection présidentielle de 2016[39]. En 2017, devant des investisseurs, il déclare qu'Israël sera là pour l'éternité. Selon la société gestionnaire des Bonds de l'État d'Israël, le milliardaire américain a permis de lever près de 200 millions de dollars d'investissements dans l'État juif, dont cinq à titre personnel[40].

Fortune

En mars 2008, avec une fortune évaluée à 65 milliards de dollars américains, il était considéré comme l'homme le plus riche au monde selon le classement annuel du magazine Forbes. En 2019, Forbes estime sa fortune à 82,5 milliards de dollars américains et est donc en troisième place sur la liste des milliardaires du monde du magazine[41]. En 2023, Forbes estime sa fortune à 105 milliards de dollars, mais il n'est que cinquième dans le classement des milliardaires[42].

En 2020, selon le classement annuel du magazine Forbes, il est le troisième homme le plus riche du monde. Sa fortune était estimée à 87,5 milliards de dollars (environ 80,6 milliards d'euros)[43].

En 2024, sa fortune s'élève à 129 milliards de dollars selon Forbes.

Faiblesses de la stratégie et erreurs de Warren Buffett

Cette section ne cite pas suffisamment ses sources (avril 2019).

La stratégie de Buffett comporte des risques. Ainsi, sa fortune est concentrée dans les entreprises dont il est propriétaire. Il ne tient pas compte d'un principe de gestion de fortune qui est la diversification entre placements volatils (actions), placements qui le sont moins (or, obligations d'État), immobiliers et liquidités. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com.

Digitalisation Un baromètre pour mesurer la transformation numérique... et la vitesse des fuites ?

Alors que les citoyens marocains découvrent régulièrement leurs données personnelles en vadrouille sur les réseaux sociaux à la faveur de piratages à répétition, le ministère de la Transition numérique vient d'annoncer le lancement d'un référentiel unique destiné à mesurer la maturité digitale des administrations publiques. L'initiative est ambitieuse. Grâce à une plateforme numérique dédiée, chaque administration pourra désormais évaluer son niveau de transformation digitale, identifier ses axes d'amélioration et suivre ses progrès dans la modernisation des services publics. Une excellente nouvelle, même si certains esprits taquins suggèrent d'ajouter quelques indicateurs complémentaires : le délai moyen entre la mise en ligne d'un



service et son piratage, le nombre de données personnelles voyageant librement sur Internet ou encore le temps nécessaire pour découvrir qu'une faille de sécurité existe. Après

les épisodes successifs ayant touché plusieurs plateformes publiques, dont récemment Watiqa, les citoyens pourraient en effet être tentés de confondre « maturité numérique » et «

vulnérabilité numérique ». Mais qu'ils se rassurent : bientôt, grâce à ce nouveau baromètre, il sera peut-être possible de savoir avec précision si une administration est au niveau « débutant », « intermédiaire » ou « expert » en matière de cybersurprises. L'objectif affiché reste louable : accélérer la modernisation de l'administration. Reste à espérer que la transformation numérique ne se limitera pas à digitaliser les formulaires, mais qu'elle inclura aussi cette technologie révolutionnaire consistant à empêcher les données des citoyens de prendre l'air sans autorisation. Le jour où le baromètre affichera 100 % de maturité numérique, les citoyens pourront sans doute célébrer un exploit encore plus remarquable : réussir à conserver leurs données personnelles plus longtemps que leur mot de passe... ▶

**LEAVE MEMORIES.
NOT WASTE.**



BAHRI

Together for Cleaner Beaches



Le Maigret du CANARD



Libre-échange avec la Chine

Quel intérêt pour le Maroc ?

La proposition chinoise d'un accord de libre-échange avec le Maroc suscite des réserves à Rabat. Si un tel partenariat pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux exportateurs marocains, les autorités entendent d'abord en mesurer les conséquences sur l'industrie nationale et les équilibres commerciaux.

AHMED ZOUBAÏR



Que pourrait réellement vendre le Maroc à un géant mondial qui produit pratiquement tout, des biens de consommation courante aux équipements industriels les plus sophistiqués ?

L'idée d'un accord de libre-échange entre le Maroc et la Chine est désormais sur la table. Pékin a officiellement proposé à Rabat d'engager une réflexion en ce sens, mais les autorités marocaines préfèrent avancer avec prudence avant d'ouvrir un chantier aux implications économiques, industrielles et géostratégiques considérables.

Selon des déclarations du ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, rapportées par Bloomberg, le Royaume procède actuellement à une évaluation approfondie des conséquences qu'un tel partenariat pourrait avoir sur son tissu productif, ses échanges commerciaux et ses engagements internationaux. Aucune négociation formelle n'est donc envisagée à ce stade, le gouvernement privilégiant d'abord une phase d'analyse et de concertation. Sur le papier, un accord de libre-échange avec la deuxième puissance économique mondiale présente des avantages indéniables. Il pourrait offrir aux entreprises marocaines un accès facilité à un marché de plus de 1,4 milliard de consommateurs et ouvrir de nouvelles perspectives pour les exportateurs nationaux dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, les phosphates, les engrais, l'automobile ou encore les produits de la mer. Pour le Maroc, qui cherche depuis plusieurs années à diversifier ses débouchés commerciaux au-delà de son partenaire historique européen, la Chine représente un marché stratégique susceptible de réduire la dépendance à l'égard de l'Union européenne, qui absorbe encore l'essentiel des exportations marocaines.

Mais l'équation est loin d'être simple. L'ouverture accrue du marché marocain aux produits chinois soulève des interrogations quant à la compétitivité de certaines filières locales. Face à la puissance industrielle chinoise et à sa capacité de production à grande échelle, plusieurs secteurs pourraient se retrouver sous pression. Si les autorités marocaines

affichent une certaine réserve face à l'idée d'un accord de libre-échange avec la Chine, cette prudence s'explique effectivement par les enseignements tirés de l'expérience passée. En effet, le Maroc demeure structurellement déficitaire dans ses échanges commerciaux avec la majorité des pays et blocs économiques avec lesquels il a conclu des accords de libre-échange.

Compétitivité

Malgré les opportunités offertes par l'ouverture des marchés, les entreprises marocaines continuent de souffrir d'un déficit de compétitivité dans plusieurs secteurs, tandis que l'offre exportable nationale reste relativement limitée et concentrée sur quelques filières. Résultat : les importations progressent généralement plus rapidement que les exportations, alimentant un déséquilibre chronique de la balance commerciale. Les chiffres illustrent l'ampleur du

défi. Sur les quatre premiers mois de 2026, le déficit commercial du Royaume a atteint près de 127 milliards de dirhams, poursuivant une tendance lourde observée depuis plusieurs années. Une situation qui nourrit les interrogations sur la pertinence de nouveaux accords de libre-échange sans un renforcement préalable de la compétitivité du tissu productif national. La question se pose avec encore plus d'acuité dans le cas de la Chine. Que pourrait réellement vendre le Maroc à un géant mondial qui produit pratiquement tout, des biens de consommation courante aux équipements industriels les plus sophistiqués, et qui demeure l'atelier manufacturier de la planète ? Certes, certains produits marocains disposent d'atouts sur le marché chinois, notamment les phosphates et leurs dérivés, certains produits agroalimentaires ou encore les produits de la mer. Mais ces créneaux apparaissent relativement étroits face à l'immensité et à la

diversité de l'offre industrielle chinoise. Dès lors, le risque est réel qu'un éventuel accord de libre-échange bénéficie davantage aux exportateurs chinois qu'aux entreprises marocaines. Une ouverture insuffisamment préparée pourrait accélérer les importations de produits chinois à bas coût, accroître la concurrence sur le marché intérieur et aggraver encore davantage le déficit commercial du

Royaume. C'est précisément pour éviter un tel scénario que Rabat semble privilégier une approche graduelle et pragmatique. Avant de signer un nouvel accord, les autorités souhaitent s'assurer qu'il créera de véritables opportunités pour les exportateurs marocains et qu'il contribuera au développement d'une base industrielle plus solide, plutôt qu'à l'élargissement d'un déficit commercial déjà préoccupant. Conscient de ces enjeux, Ryad Mezzour a insisté sur la nécessité d'associer les entreprises, les fédérations professionnelles et les administrations concernées à toute réflexion sur le sujet. L'objectif est de mesurer précisément les gains potentiels mais aussi les risques pour l'emploi, la production nationale et les investissements existants.

Création de valeur

Le ministre a également souligné que toute décision devra tenir compte du réseau déjà



Le Maigret du CANARD



dense d'accords commerciaux conclus par le Maroc avec de nombreux partenaires, notamment l'Union européenne, les États-Unis, la Turquie et plusieurs pays arabes et africains. La compatibilité d'un éventuel accord avec la Chine avec ces engagements constitue un élément central de l'évaluation en cours. Cette réflexion intervient alors que les relations économiques entre Rabat et Pékin connaissent une accélération notable. Ces dernières années, les investissements chinois se sont multipliés dans le Royaume, particulièrement dans les secteurs liés à la transition énergétique et à la mobilité électrique. Le Maroc est devenu une destination de choix pour plusieurs groupes chinois spécialisés dans les batteries, les composants automobiles et les technologies vertes, attirés par la stabilité du pays, sa proximité avec les marchés européens et son vaste réseau d'accords de libre-échange. Le Royaume ambitionne ainsi de se positionner comme une plateforme industrielle et logistique reliant l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.

Dans ce contexte, Ryad Mezzour a réaffirmé que le Maroc demeurerait ouvert aux investissements étrangers, indépendamment de leur origine, dès lors qu'ils contribuent à la création de valeur, au transfert de technologies et au développement de l'emploi qualifié. ▀

LE CHILI ÉGALEMENT DANS LE VISEUR

Parallèlement à la piste chinoise, le gouvernement étudie également la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec le Chili. Une telle initiative pourrait permettre au Maroc de renforcer sa présence en Amérique latine, d'améliorer l'accès de ses produits à cette région du monde et de disposer d'un point d'entrée privilégié vers les marchés du Mercosur, l'un des principaux blocs économiques du continent.

Contrairement au dossier chinois, le partenariat avec le Chili apparaît toutefois plus équilibré sur le plan économique. Les deux pays présentent en effet plusieurs similitudes structurelles. Tous deux ont fait le choix de l'ouverture économique et disposent d'un vaste réseau d'accords commerciaux avec leurs principaux partenaires internationaux. Ils s'appuient également sur des économies relativement diversifiées à l'échelle de leur région, tout en demeurant fortement dépendants de quelques secteurs stratégiques orientés vers l'exportation.

Le Chili est un géant mondial du cuivre, du lithium, des fruits et des produits de la pêche, tandis que le Maroc figure parmi les leaders internationaux des phosphates, des engrais, de l'agriculture à forte valeur ajoutée et de l'industrie automobile. Les deux pays partagent également une même ambition : attirer les investissements étrangers, développer leurs infrastructures logistiques et se positionner comme des plateformes régionales tournées vers les marchés internationaux. Autre point commun : leur taille économique intermédiaire. Ni le Maroc ni le Chili ne disposent d'un marché intérieur suffisamment vaste pour soutenir seuls leur croissance, ce qui les oblige à rechercher en permanence de nouveaux débouchés extérieurs. Cette complémentarité pourrait favoriser des échanges plus équilibrés que ceux susceptibles de découler d'un accord avec une puissance industrielle comme la Chine.

Le Chili pourrait notamment représenter un marché intéressant pour les engrais marocains, les produits agroalimentaires, les composants automobiles ou encore certains services à forte valeur ajoutée. En retour, le Maroc pourrait bénéficier d'un meilleur accès aux matières premières stratégiques chiliennes, notamment le lithium, devenu indispensable à l'industrie mondiale des batteries électriques. Au-delà de la seule dimension commerciale, un rapprochement économique entre Rabat et Santiago permettrait également de renforcer les liens entre deux économies émergentes qui partagent des défis similaires : montée en gamme industrielle, transition énergétique, intégration dans les chaînes de valeur mondiales et recherche d'une croissance davantage fondée sur l'innovation et les exportations.

Cette double réflexion sur la Chine et le Chili illustre ainsi la volonté du Maroc de diversifier ses partenariats économiques tout en recherchant un équilibre entre ouverture commerciale, souveraineté industrielle et sécurisation de nouveaux marchés dans un contexte international de plus en plus fragmenté. ▀

Plateforme "SARF"

L'Office des Changes accélère sa transformation numérique

L'Office des Changes franchit une nouvelle étape dans la modernisation de ses services avec le lancement, à compter du 15 juin 2026, de la plateforme « SARF », un nouvel outil numérique dédié à la gestion des opérations de change de devises.



Driss Bencheikh, directeur de l'Office des Changes.

Conçue pour offrir un traitement entièrement digitalisé, instantané et hautement sécurisé, cette plateforme vise à simplifier les procédures, à renforcer la traçabilité des transactions et à améliorer la qualité des services rendus aux opérateurs du secteur. Ce déploiement est l'aboutissement d'un vaste programme de préparation mené à l'échelle nationale. Au cours des derniers mois, l'Office des Changes a organisé une série de sessions de formation dans l'ensemble des régions du Royaume au profit des sociétés de change, afin de leur permettre de s'approprier pleinement les fonctionnalités de la plateforme et d'en assurer une utilisation optimale dès son entrée en service.

Pour accompagner cette transition numérique, l'Office a également mis en place un dispositif d'assistance dédié durant la phase de lancement. Une cellule d'accompagnement est mobilisée pour répondre aux interrogations des opérateurs et les assister dans leurs premières démarches sur la plateforme. En complément, plusieurs supports pédagogiques ont été élaborés, notamment des vidéos explicatives, des guides pratiques et des manuels détaillant les modalités d'accès, de navigation et d'utilisation de « SARF ». À travers cette initiative, l'Office des Changes confirme sa volonté d'accélérer la digitalisation de ses services, de fluidifier les échanges avec les professionnels et de promouvoir une gestion plus efficace, transparente et sécurisée des opérations de change au Maroc. ▀

Chambre des conseillers

Quand la majorité fait le plein d'absents...

Parfois, il ne faut pas grand-chose pour faire trembler les murs du Parlement : juste une rangée de fauteuils vides et une majorité qui prend ses jambes à son cou. Ce jour-là, à la commission, les élus ont joué à « qui perd gagne » – et l'opposition a raflé la mise, moins par génie stratégique que par calcul arithmétique : quatre mousquetaires de l'opposition face à deux gardes du corps de la majorité. Autant dire un match de foot où l'équipe adverse aurait oublié de sortir des vestiaires. Résultat des courses : deux propositions aussi inflammables qu'un briquet à molette passent comme une lettre à la poste. Lune pour plafonner les prix des hydrocarbures. L'autre pour nationaliser les actifs de Samir, histoire de rappeler à l'État qu'il est encore temps de remettre la main à la pompe. Bref, le 9 juin, on a cru assister à une résurrection façon Retour vers le futur : l'État reprend du service, la souveraineté énergétique reprend des couleurs, et Samir retrouve un semblant de pouls... grâce à un simple trou d'air dans l'agenda des absents. Dans le même élan – et pour ne pas faire un voyage à vide –, les conseillers ont aussi voté

l'encadrement des prix à la pompe. De quoi faire pétiller les yeux des automobilistes, même si ceux-ci continuent de serrer les dents (et les bouchons) en voyant les distributeurs s'en mettre plein les poches pendant qu'eux se serrent la ceinture. Mais ne nous enflammons pas trop vite. Si cette adoption en commission fait office de feu de paille politique, les promoteurs des textes savent bien que le vrai match se jouera en séance plénière. Là, la majorité, comme un vieux diesel qui finit toujours par démarrer, retrouvera le chemin de l'hémicycle – et avec lui, sa discipline de vote au cordeau. On remballera les espoirs, on dégonflera les prix, et Samir retournera au placard. En attendant, cette péripétie nous rappelle une vérité fondamentale du parlementarisme : même les projets les plus fous peuvent avancer quand leurs bourreaux préfèrent faire le parlement buissonnier. À la Chambre des conseillers, Samir a retrouvé son souffle... mais c'est surtout un souffle de court-circuit : celui d'un réveil qui n'a pas sonné. Moralité : en politique, l'absence est parfois le meilleur carburant de l'opposition. Mais gare à la panne sèche au premier virage! ▀



Le Maigret du CANARD



Fouzi Lekjaa

L'HOMME QUI FAIT BOUGER LES LIGNES

À quelques encablures des prochaines échéances législatives de septembre 2026, un nom revient avec insistance dans les salons politiques, les cercles économiques et même les discussions de café : celui de Fouzi Lekjaa. Éclairage.

AHMED ZOUBAÏR

Officiellement, il n'en est rien. Aucun parti ne l'a approché ni investi. Aucun communiqué ne l'annonce candidat. Pourtant, la rumeur enfle, enfle, enfle. Comme c'est souvent le cas au Maroc, les bruits de couloir persistent parce qu'ils puisent leur force dans une réalité sous-jacente ou en devenir. Dans une classe politique usée par les affaires et décrédibilisée par les fausses promesses et en mal de figures fédératrices et de profils capables d'incarner à la fois l'efficacité, l'autorité et la réussite, Fouzi Lekjaa avec son profil de technocrate aguerri émerge du lot. Ministre délégué chargé du Budget, patron de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF), acteur influent dans les grands chantiers économiques et sportifs du Royaume, il est aujourd'hui l'un des rares responsables publics dont la notoriété dépasse largement les cercles politiques traditionnels.

Cette montée en puissance intervient dans un contexte particulier. Après plusieurs années aux commandes, la majorité gouvernementale conduite par le RNI aborde la dernière ligne droite de son mandat sous les critiques acerbes de la population. Si plusieurs réformes structurantes ont été engagées, la question du pouvoir d'achat demeure, aux yeux d'une partie des Marocains, le principal angle de vulnérabilité de l'action gouvernementale.

Cette perception a progressivement érodé le capital politique du Rassemblement National des Indépendants (RNI), dont est issu le chef du gouvernement, alimentant les spéculations sur l'émergence de nouveaux profils capables d'incarner un second souffle. C'est dans ce climat de défiance populaire grandissante que Fouzi Lekjaa devient une carte politique maîtresse

capable de corriger bien des dysfonctionnements à l'origine de la colère populaire et d'insuffler une nouvelle dynamique à la gouvernance du pays. Une belle consécration qui viendrait couronner le parcours de ce haut responsable dont les racines plongent dans le Maroc profond.

Depuis une décennie, Lekjaa a construit patiemment une image rare dans l'espace public marocain : celle d'un dirigeant capable d'obtenir des résultats. Sous sa présidence, force est de constater que la Fédération marocaine de football s'est imposée comme l'une des plus performantes du continent. Les exploits des Lions de l'Atlas au Mondial 2022, l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la préparation de la Coupe du monde 2030 ont renforcé son aura bien au-delà du monde sportif.

Dans un contexte où les citoyens ne cachent plus leur exaspération face aux promesses non tenues et à la multiplication des actes de prévarication impliquant de nombreux élus, Lekjaa qui ne jure que par la culture de résultats bénéficie d'un capital symbolique précieux : celui des accomplissements concrets.

Le PAM en quête d'un chef

Au sein du Parti Authenticité et Modernité (PAM) qui s'est fourvoyé dans une présidence à trois, nombreux sont ceux qui considèrent qu'une victoire électorale passe par la cooptation d'une personnalité capable de dépasser les frontières partisanes traditionnelles.

Le PAM, qui a été sérieusement ébranlé par des scandales retentissants, dispose certes d'élus, de réseaux territoriaux et d'une forte implantation locale. Mais il lui manque encore une figure susceptible d'incarner une ambition nationale et de mobiliser un électorat au-delà de son socle habi-



Fouzi Lekjaa. Un destin national ?

tuel. Dans cette perspective, le profil de Lekjaa s'impose naturellement. L'enfant prodige de Berkane pourrait porter les couleurs du parti dans sa ville natale de l'Oriental et servir de locomotive électorale lors des prochaines législatives. Son ancrage territorial, combiné à sa popularité nationale, constitue un atout que peu de responsables politiques peuvent aujourd'hui revendiquer.

L'écho rencontré par l'hypothèse Lekjaa ne laisse d'ailleurs pas indifférents les autres acteurs de la majorité et de l'opposition. Depuis plusieurs mois, les observateurs voyaient dans le secrétaire général de l'Istiqlal, Nizar Baraka, un candidat sérieux à la primature. Mais l'intrusion du nom de Fouzi Lekjaa dans le jeu semble avoir rebattu les cartes et tempéré bien des certitudes.

Le véritable enseignement de cette rumeur n'est peut-être pas tant la candidature éventuelle de Fouzi Lekjaa aux prochaines législatives que le fait que dans un paysage partisan discrédité, peu de personnalités suscitent aujourd'hui autant de spéculations. Peu de responsables disposent à la fois d'une expérience de gestion, d'une visibilité médiatique, d'une crédibi-

lité institutionnelle et d'une image de bâtisseur. Rien ne dit aujourd'hui que Fouzi Lekjaa vise la primature. Rien ne permet non plus d'affirmer qu'il sera candidat sous une bannière partisane lors des prochaines élections. Mais les grandes trajectoires politiques commencent souvent par une

simple question que tout le monde se pose, se mue en rumeur avant qu'elle ne devienne une évidence. En fait, la vraie question n'est pas de savoir pourquoi le nom de Fouzi Lekjaa circule avec autant d'insistance.

La vraie question est de savoir qui, aujourd'hui, dispose d'un profil suffisamment solide et d'un préjugé favorable auprès d'une bonne partie de l'opinion pour lui disputer objectivement cette place dans l'imaginaire politique et populaire national.

Interrogé il y a quelques jours par Al Jazeera, en marge de la Coupe du monde 2026, sur les rumeurs le présentant comme un possible « chef du gouvernement du Mondial », Fouzi Lekjaa a choisi la retenue. « Je n'ai aucune connaissance de ce sujet », a-t-il répondu en se contentant d'une formule empreinte de philosophie : « L'invisible n'est connu que de Dieu, et c'est en Lui que nous plaçons notre confiance. » Une réponse soigneusement pesée qui ne valide en rien les spéculations, mais qui ne les referme pas totalement non plus. De quoi laisser intacte une rumeur qui continue d'alimenter les conversations dans les milieux politiques et au-delà... ▀

Le Maigret du CANARD



Du Toubkal au Denali

L'INCROYABLE ASCENSION DE HIND ZEMMAMA

L'alpiniste marocaine Hind Zemmama vient d'écrire une nouvelle page dans l'histoire du sport national et africain. Elle a réussi l'ascension du mont Denali, situé en Alaska aux États-Unis, point culminant de l'Amérique du Nord avec ses 6.190 mètres d'altitude, devenant ainsi la première femme marocaine et africaine à atteindre ce sommet mythique réputé parmi les plus difficiles au monde.

Cette performance exceptionnelle, réalisée le 9 juin 2026, constitue le sixième sommet majeur conquis par l'alpiniste marocaine dans le cadre de son ambitieux défi des « Sept Sommets », qui consiste à gravir les plus hauts sommets de chacun des continents. Le Denali est considéré comme l'une des montagnes les plus exigeantes de la planète en raison de ses conditions climatiques extrêmes, de ses vents violents, de ses températures glaciales et de la technicité de ses itinéraires.

Cet exploit intervient quelques mois seulement après un autre accomplissement historique : en 2025, Hind Zemmama avait déjà marqué les esprits en atteignant le sommet de l'Everest, point culminant du globe culminant

à 8.848 mètres. Une ascension qui lui avait valu une reconnaissance nationale et internationale, consolidant sa place parmi les grandes figures de l'alpinisme contemporain.

Selon Hind Zemmama, l'expédition du Denali a représenté l'un des défis les plus éprouvants de son parcours sportif, entamé en 2023. Bien que moins élevé que l'Everest, le Denali est souvent considéré par les spécialistes comme plus difficile à gravir en raison de son isolement, de son climat polaire et de l'autonomie totale exigée des alpinistes. Située à proximité du cercle polaire arctique, la montagne soumet les grimpeurs à des conditions météorologiques particulièrement hostiles. Les températures peuvent descendre jusqu'à -50°C tandis que les vents atteignent parfois 150 km/h, obligeant les expéditions à rester confinées plusieurs jours sous tente dans l'attente d'une fenêtre météo favorable. La difficulté du Denali réside également dans l'important dénivelé à parcourir. Les alpinistes débutent leur ascension à environ 2.200 mètres pour atteindre les 6.190 mètres du sommet, ce qui nécessite un effort physique considérable et une endurance hors du commun. À



L'alpiniste après son immense exploit le 9 juin 2026...

cela s'ajoute une autre particularité : contrairement à d'autres expéditions de haute montagne, les grimpeurs évoluent sans assistance ni porteurs. Chacun doit transporter l'intégralité de son matériel, de sa nourriture et de son équipement de survie sur des terrains glacés particulièrement dangereux, jalonnés de crevasses profondes et de passages techniques.

Quinze jours d'épreuve

Au cours des quinze jours passés sur la montagne, Hind Zemmama a été confrontée à des conditions extrêmes qui illustrent la dangerosité du Denali. Elle rappelle que plusieurs accidents mortels ont été enregistrés durant cette période, tandis que de nombreux alpinistes expérimentés ont été contraints d'abandonner leur tentative face à la rudesse des conditions.

Malgré ces obstacles, la championne marocaine a su faire preuve d'une détermination remarquable. Pour elle, la volonté, la discipline et la persévérance ont constitué les clés de la réussite. « Voir le drapeau marocain flotter au sommet du Denali efface instantanément toutes les souffrances, tous les sacrifices et tous les efforts consentis », confie-t-elle avec émotion.

Une source de fierté nationale

Hind Zemmama souligne également que le message de félicitations et de haute sollicitude que lui avait adressé SM le Roi Mohammed VI à la suite de son ascension de l'Everest demeure une immense source de motivation. Cette reconnaissance royale constitue, selon elle, un encouragement précieux pour continuer à représenter le Maroc au plus haut niveau et promouvoir l'image d'une femme marocaine ambi-

tieuse, audacieuse et capable de relever les défis les plus exigeants.

Née en 1975, Hind Zemmama est à la fois femme d'affaires, mère de trois enfants et grand-mère de deux petits-enfants. Son aventure dans l'univers de l'alpinisme débute en 2023 après avoir découvert sa passion pour les sommets à travers une émission télévisée. Ce qui n'était au départ qu'une simple curiosité s'est rapidement mué en un projet de vie fondé sur le dépassement de soi, la résilience et l'inspiration. En l'espace de quelques années seulement, elle a réalisé une progression spectaculaire en gravissant plusieurs des plus hauts sommets du monde :

- * Toubkal (Maroc) – 4.167 m ;
- * Kilimandjaro (Tanzanie) – 5.895 m ;
- * Aconcagua (Argentine) – 6.962 m ;
- * Elbrouz (Russie) – 5.642 m ;
- * Puncak Jaya / Carstensz (Indonésie) – 4.884 m ;
- * Everest (Népal) – 8.848 m ;
- * Denali (États-Unis) – 6.190 m.

Ce parcours remarquable témoigne d'une volonté hors du commun et d'une capacité exceptionnelle à repousser les limites.

Un symbole d'inspiration

L'ascension du Denali représente bien plus qu'une simple performance sportive. Elle constitue un message fort adressé à toute une génération de femmes africaines et marocaines : celui de croire en leurs rêves, de dépasser les obstacles et d'oser conquérir des horizons que beaucoup considéraient encore comme inaccessibles. À travers ce nouvel exploit, Hind Zemmama confirme son statut d'ambassadrice de l'excellence marocaine et porte haut les couleurs du Royaume sur les plus hauts sommets de la planète. ▶

Mondial : McDo propose une campagne festive...





Le Maigret du CANARD



Au-delà des revendications corporatistes, les médecins du secteur privé affirment inscrire leur démarche dans une logique de défense de l'intérêt général.

Tarifs, AMO, Ordre

Les médecins montent au créneau

Réunis à Casablanca mardi 16 juin en assemblée générale de leurs instances, les médecins du privé ont appelé à une révision urgente des tarifs, à davantage d'incitations pour les professionnels de santé et à l'organisation rapide des élections de l'Ordre des médecins, au nom d'une meilleure qualité des soins et d'un accès plus équitable à la santé pour les citoyens.

JAMIL MANAR

Le chantier de la réforme du système de santé marocain, lancé sous l'impulsion des Hautes Orientations Royales et renforcé par le vaste programme de généralisation de la protection sociale, est aujourd'hui confronté à de nombreux défis structurels. C'est le constat dressé mardi 16 juin par une alliance regroupant le Rassemblement syndical national des médecins spécialistes du secteur privé, le Syndicat national des médecins du secteur libéral, le Syndicat national de la médecine générale et l'Association nationale des cliniques privées.

Réunis lors d'une assemblée générale suivie d'une conférence de presse, les représentants du secteur privé ont plaidé

pour une série de réformes jugées indispensables afin de garantir la pérennité du système de santé, améliorer l'accès des citoyens aux soins et valoriser le rôle des professionnels de santé.

Un secteur privé mobilisé pour la réussite de la couverture sanitaire

Les organisations professionnelles rappellent que les médecins du secteur privé ont largement contribué à la mise en œuvre du chantier de la généralisation de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) et de la couverture sanitaire universelle. Elles soulignent avoir investi massivement dans les infrastructures, les équipements biomédicaux et les nouvelles technologies afin de garantir aux patients des soins de

qualité. Cette implication intervient pourtant dans un contexte marqué par un déficit chronique de ressources humaines. Selon les chiffres avancés par les professionnels, le Maroc souffre d'un manque estimé à près de 32 000 médecins, tandis qu'environ 700 praticiens quittent chaque année le pays pour exercer à l'étranger. Une hémorragie qui fragilise davantage l'offre de soins, notamment dans les régions les plus éloignées.

Une tarification de référence figée depuis vingt ans

Au cœur des revendications figure la révision urgente de la Tarification nationale de référence (TNR), qui régit les remboursements des actes médicaux par les

organismes de couverture sociale. Les syndicats rappellent que cette convention tarifaire a été signée en 2006 avec l'engagement d'une révision tous les trois ans. Or, près de vingt ans plus tard, les montants de référence n'ont pratiquement pas évolué malgré l'inflation, la hausse du coût des équipements médicaux et l'augmentation des charges de fonctionnement. Ainsi, la consultation chez un médecin généraliste demeure officiellement fixée à 80 dirhams et celle d'un spécialiste à 120 dirhams, des montants devenus totalement déconnectés de la réalité économique du secteur. Même constat pour les frais d'hospitalisation, avec un tarif de référence de 500 dirhams par nuitée et de 1 500 dirhams pour une nuit en service de réanimation. Cette situation se traduit par un écart croissant entre les dépenses réelles engagées par les patients et les remboursements accordés par les caisses sociales. Selon les professionnels, les ménages supportent aujourd'hui près de 60 % des frais de santé directement de leur poche, un niveau largement supérieur aux recommandations internationales en matière de protection financière des patients. Pour les représentants du secteur, cette réalité constitue un frein à l'accès précoce aux soins et à la prévention, poussant de nombreux citoyens à retarder leurs consultations jusqu'à l'apparition de complications plus graves et plus coûteuses.

Des incitations pour accompagner les réformes

Les organisations professionnelles appellent également à la mise en place d'incitations sociales en faveur des médecins du privé qui respectent les conventions tarifaires et participent activement à la réussite de la couverture sanitaire universelle. Elles citent notamment l'exemple de la France, où la protection sociale prend en charge une part très importante des cotisations des professionnels de santé. Au Maroc, elles demandent que la CNSS contribue à hauteur de 50 % seulement des cotisations d'assurance maladie des médecins concernés. Selon elles, une telle mesure encouragerait davantage de praticiens à adhérer aux conventions nationales tout en limitant les surcoûts supportés par les patients.

La numérisation, une avancée mais aussi un coût

Les syndicats se disent favorables à la transformation numérique du système de santé, notamment à travers la mise en place de la feuille de soins électronique et du dossier médical partagé.

Ils rappellent toutefois que cette modernisation représente un investissement important pour les cabinets médicaux et les établissements de santé privés : acquisition de matériel informatique, renforcement des connexions internet, recrutement et formation de personnel dédié à la gestion des plateformes numériques. Selon les estimations avancées, la généralisation de la feuille de soins électronique pourrait permettre à la CNSS d'économi-



Le Maigret du CANARD



ser près de 400 millions de dirhams par an. Les professionnels estiment dès lors légitime que l'effort financier demandé aux praticiens soit accompagné de mécanismes de soutien adaptés.

L'épineuse question des élections de l'Ordre des médecins

Autre sujet de préoccupation : le retard accusé dans l'organisation des élections de l'Ordre national des médecins. Les représentants du secteur considèrent que cette institution joue un rôle central dans l'encadrement de la profession, la préservation de l'éthique médicale et la protection de la santé publique. Ils regrettent que les élections n'aient toujours pas été organisées alors que le mandat actuel est arrivé à échéance depuis décembre 2022. Les organisations professionnelles réclament la tenue rapide de ce scrutin, avant les prochaines échéances électorales nationales prévues en septembre, ainsi qu'une réforme de la loi 08-12 afin de garantir une représentation plus équitable de toutes les composantes du corps médical.

Pour un pacte de confiance autour de la santé

Au-delà des revendications corporatistes, les médecins du secteur privé affirment inscrire leur démarche dans une logique de défense de l'intérêt général. Ils appellent à l'ouverture d'un dialogue constructif avec les pouvoirs publics afin de bâtir un système de santé plus juste, plus performant et plus accessible. Pour eux, la réussite du chantier royal de la protection sociale passe inévitablement par une meilleure valorisation des professionnels de santé, une actualisation des mécanismes de financement et une gouvernance modernisée capable de répondre aux attentes croissantes des citoyens en matière de soins et de qualité de service. ▶

Médecins marocains

Diplôme national, carrière à l'export !

La fuite des compétences médicales continue de susciter de vives inquiétudes au Maroc. Selon les estimations des organisations professionnelles du secteur, près de 700 médecins quittent le Royaume chaque année pour exercer à l'étranger, soit une moyenne de près de deux départs par jour. Un phénomène qui prend de l'ampleur alors même que le pays fait face à un déficit chronique en ressources humaines de santé et s'est engagé dans un vaste chantier de réforme visant à généraliser la couverture médicale et à améliorer l'accès aux soins.

Cette hémorragie de compétences touche aussi bien le secteur public que le secteur privé. Attirés par de meilleures rémunérations, des conditions de travail plus favorables, des perspectives de carrière plus attractives et des infrastructures de qualité, de nombreux praticiens choisissent de poursuivre leur parcours professionnel en Europe, en Amérique du Nord ou dans les pays du Golfe.

Pour les professionnels du secteur, cette situation risque de compromettre les ambitions de la réforme sanitaire en aggravant les disparités territoriales et en accentuant la pression sur les établissements de santé déjà confrontés à une surcharge d'activité. Ils soulignent que le renforcement de l'offre de soins passe nécessairement par une politique volontariste de fidélisation des médecins et des autres professionnels de santé.

Les représentants du secteur privé plaident ainsi pour une amélioration globale de l'environnement d'exercice, à travers la modernisation de l'organisation du système de santé, l'allègement des contraintes administratives, le développement de la formation continue ainsi qu'une révision de la tarification nationale de référence, jugée aujourd'hui déconnectée des réalités économiques du secteur. L'objectif est de créer les conditions nécessaires pour retenir les talents, valoriser les compétences nationales et garantir aux citoyens un accès équitable à des soins de qualité.

Fait paradoxal, le Maroc investit massivement dans la formation de ses médecins, mais voit une partie croissante de cette élite médicale partir exercer sous d'autres cieux. En quelque sorte, le Royaume forme des praticiens pour alimenter les hôpitaux européens, nord-américains ou du Golfe, alors même qu'il peine à couvrir ses propres besoins en personnel de santé. Une forme de coopération internationale très généreuse dont les Marocains sont les seuls à supporter la facture.

Après les phosphates, l'automobile et l'aéronautique, le Maroc dispose d'un autre secteur exportateur performant : les médecins. À la différence près que cette richesse-là manque cruellement à l'intérieur du pays... ▶

Mondial 2026

Bouaddi, le maestro qui a fait danser la Seleçõ

À seulement 18 ans, Ayoub Bouaddi a éclaboussé de son talent le choc entre le Maroc et le Brésil (1-1) lors de la Coupe du monde 2026. Intelligence de jeu, maturité exceptionnelle et maîtrise technique époustouflante.

Un nom s'est imposé avec force au lendemain du spectaculaire match nul entre le Maroc et le Brésil (1-1) lors du Mondial 2026 : celui d'Ayoub Bouaddi. À seulement 18 ans, le jeune milieu de terrain marocain a ébloui observateurs et spécialistes par sa maturité, son intelligence de jeu et son incroyable sang-froid face à l'une des sélections les plus redoutées de la planète. Plusieurs médias internationaux n'ont pas hésité à affirmer qu'il avait remporté la bataille du milieu de terrain sur de longues séquences de la rencontre. Pour le grand public, cette prestation constitue une révélation. Pour les connaisseurs, elle ne fait que confirmer un talent annoncé depuis plusieurs années comme l'un des plus prometteurs de sa génération. Né le 2 octobre 2007 à Senlis, en France, dans une famille d'origine marocaine attachée à l'excellence scolaire autant qu'à la réussite sportive, Ayoub Bouaddi s'est distingué très tôt par un profil rare. Élève brillant, passionné de mathématiques et réputé pour sa rigueur intellectuelle, il a toujours cultivé un rapport particulier à la réflexion et à l'analyse. Sur un terrain de football, cette qualité se traduit par une lecture du jeu exceptionnelle, une capacité à anticiper les mouvements adverses et une aptitude remarquable à prendre la bonne décision dans les espaces les plus réduits. Formé au LOSC Lille, l'un des meilleurs centres de formation de France, il a franchi les étapes à une vitesse impressionnante. Dès l'adolescence, les éducateurs nordistes soulignent sa maturité hors norme, sa discipline de travail et son intelligence tactique. À seulement 16 ans, il entre déjà dans l'histoire du club en devenant le plus jeune joueur lillois à disputer une compétition européenne. Sa progression fulgurante attire rapidement l'attention du football continental. En octobre 2024, lors d'une rencontre de Ligue des champions face au Real Madrid, il impressionne par sa maîtrise technique et



Ayoub Bouaddi a fait sensation face au Brésil...

son audace. Les observateurs européens découvrent alors un joueur capable de résister au pressing des plus grandes équipes tout en conservant une lucidité remarquable. Son profil de milieu relayeur moderne, capable de récupérer, construire et accélérer le jeu, suscite l'intérêt des plus grands clubs européens. À commencer par le PSG qui a le jeune milieu du LOSC dans sa ligne de mire. International français dans les catégories de jeunes, Bouaddi s'est retrouvé au cœur d'une longue bataille sportive entre la France et le Maroc. Un choix fort et assumé. Naturel pour cet originaire de Tiznit par ses parents qui sont attachés tout comme lui au Maroc où ils passent régulièrement leurs vacances. Un attachement affectif, culturel et familial qui a pesé dans sa décision et qui explique son engagement total sous le maillot des Lions de l'Atlas. Quelques semaines seulement après l'officialisation de sa décision par la Fédération Royale Marocaine de Football, le jeune prodige a déjà commencé à justifier tous les espoirs placés en lui. Face au Brésil, il a livré une prestation d'une étonnante maturité. Toujours disponible entre les lignes, précis dans ses transmissions, agressif à la récupération et serein sous pression, il a été l'un des principaux artisans de la domination marocaine dans l'entrejeu. Ses statistiques de passes réussies, son activité défensive et son influence sur le rythme de la rencontre ont été largement saluées par les analystes. Au-delà des chiffres, c'est surtout sa personnalité qui frappe. Bouaddi dégage cette impression rare des très grands joueurs : celle d'évoluer avec plusieurs secondes d'avance sur les autres. Là où beaucoup voient le présent, lui semble déjà percevoir la suite de l'action. Dans un football marocain porté par l'héritage historique de la Coupe du monde 2022, Ayoub Bouaddi apparaît désormais comme l'un des visages les plus prometteurs de la nouvelle génération. Une génération ambitieuse, talentueuse et décomplexée, déterminée à maintenir les Lions de l'Atlas parmi les grandes nations du football mondial. Après son récital face au Brésil, Ayoub Bouaddi n'est plus seulement un espoir. Il est en train de devenir, match après match, l'une des nouvelles références du football marocain. ▶



Le Maigret du CANARD



Coupe du Monde 2026

L'ONMT fait rayonner la destination Maroc à New York

JAMIL MANAR

Profitant de l'immense visibilité générée par la Coupe du Monde de la FIFA 2026 et de l'engouement suscité par les performances remarquées des Lions de l'Atlas, l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) déploie à New York une ambitieuse campagne de promotion destinée à renforcer le rayonnement international du Royaume.

Au cœur de Manhattan, dans l'emblématique quartier de Times Square, sur les écrans géants qui captent chaque jour l'attention de millions de passants, mais aussi dans les rues de la métropole américaine et sur les célèbres taxis jaunes new-yorkais, le Maroc s'affiche comme une destination moderne, attractive et ouverte sur le monde.

À travers cette série d'activations à forte visibilité, l'ONMT entend transformer la passion du football et l'exposition médiatique exceptionnelle offerte par le Mondial en une véritable vitrine pour la destination Maroc. Inscrite dans la continuité de la stratégie de promotion internationale de l'Office, cette

opération vise à associer durablement l'image du Royaume aux valeurs de performance, d'émotion, de partage et d'ouverture véhiculées par le plus grand événement sportif de la planète.

L'ONMT a ainsi investi Times Square avec une campagne d'affichage spectaculaire aux couleurs de la signature internationale « Morocco, Kingdom of Light ». Diffusée sur les écrans monumentaux de l'une des places les plus emblématiques au monde, cette campagne offre au Maroc une exposition privilégiée auprès des millions de visiteurs qui transitent quotidiennement par ce haut lieu de la vie new-yorkaise, ainsi qu'auprès des audiences internationales qui suivent l'actualité de la ville.

Cette présence visuelle est complétée par une activation événementielle conçue comme une célébration de la richesse culturelle marocaine. À travers un flashmob mêlant danses traditionnelles, rythmes contemporains et expressions artistiques urbaines, l'ONMT fait vivre un moment d'immersion au cœur de New York. L'objectif est double : créer une expérience mémorable pour le public et gé-



À travers un flashmob mêlant danses traditionnelles, rythmes contemporains et expressions artistiques urbaines, l'ONMT fait vivre un moment d'immersion au cœur de New York.

nérer des contenus à fort potentiel viral relayés par les médias et les créateurs de contenus internationaux.

Dans le prolongement de cette opération, plusieurs dizaines de taxis new-yorkais ont également été habillés aux couleurs du Maroc. Circulant dans Manhattan, Brooklyn, Queens et les principaux quartiers touristiques de la ville, ces véhicules deviennent de véritables ambassadeurs mobiles de la destination. Une présence quotidienne qui permet à la marque Maroc de s'inscrire durable-

ment dans le paysage urbain de la métropole américaine et d'aller à la rencontre des habitants comme des visiteurs venus du monde entier. À travers cette campagne d'envergure, l'ONMT poursuit une démarche globale visant à capitaliser sur l'extraordinaire visibilité offerte par la Coupe du Monde 2026. En associant sport, culture, tourisme et influence, l'Office cherche à transformer l'émotion suscitée par les exploits des Lions de l'Atlas et la ferveur des supporters marocains en un puissant levier d'attractivité touristique.

Cette initiative s'inscrit également dans le cadre du partenariat stratégique noué entre la Fédération Royale Marocaine de Football et l'ONMT autour de la signature « Maroc, Terre de Football ». Une démarche qui ambitionne non seulement de promouvoir la destination Maroc, mais aussi de consolider durablement le positionnement du Royaume parmi les grandes nations du football mondial et les destinations incontournables de la scène touristique internationale. ▀

Travail des enfants Le décrochage scolaire recrute toujours!

Pendant que certains adolescents hésitent entre TikTok, les révisions du bac et les vacances d'été, d'autres ont déjà rejoint le monde du travail. Selon les derniers chiffres du Haut-Commissariat au Plan (HCP), près de 103.000 enfants âgés de 7 à 17 ans exerçaient une activité économique en 2025. Cela ne représente que 1,3 % de cette tranche d'âge, un taux relativement faible sur le papier. Mais derrière cette moyenne nationale se cache une réalité beaucoup moins rassurante, particulièrement dans le monde rural. Car le travail des enfants au Maroc a son portrait-robot. C'est généralement un garçon, âgé de 15 à 17 ans, vivant à la campagne et ayant quitté l'école avant l'heure. Le HCP révèle en effet que près de neuf enfants travailleurs sur dix sont des garçons, que la grande majorité vit en milieu rural et que 88 % d'entre eux ont déjà déserté les bancs de l'école. Seuls 11 % continuent à jongler entre cahiers et activité professionnelle.

Autrement dit, lorsque l'école perd un élève, le marché du travail gagne souvent une paire de bras. Le décrochage scolaire reste la principale porte d'entrée vers une vie active prématurée. Une orientation professionnelle forcée qui ne passe ni par un conseiller d'orientation ni par LinkedIn, mais par la précarité économique des familles. Sans surprise, l'agricul-



Lorsque l'école perd un élève, le marché du travail gagne souvent une paire de bras.

ture demeure le premier recruteur de mineurs du Royaume. Dans les campagnes, près de sept enfants actifs sur dix travaillent dans les champs, les exploitations agricoles, les activités forestières ou la pêche. Souvent, ils ne figurent sur aucune fiche de paie. Ils sont simplement considérés comme

une aide familiale, un statut qui permet de faire tourner l'exploitation sans trop se poser de questions sur l'âge du personnel. En ville, le décor change mais pas le phénomène. Les ateliers d'artisanat, les petits commerces, les services ou certaines unités industrielles accueillent leur lot de jeunes travailleurs. Ici, le travail prend davantage la forme d'emplois salariés ou d'apprentissage, parfois au prix d'horaires et de conditions qui n'ont rien d'une formation pédagogique.

Mais le chiffre qui donne véritablement froid dans le dos est ailleurs. Sur les 103.000 enfants au travail, près de 59.000 exercent des activités jugées dangereuses pour leur santé, leur sécurité ou leur développement. Soit près de six enfants travailleurs sur dix. Bâtiment, industrie, services ou travaux agricoles pénibles : pour des milliers de mineurs, l'entrée dans la vie active ressemble davantage à une épreuve très pénible qu'à une opportunité. Au fond, ces statistiques racontent moins une histoire de travail qu'une histoire d'inégalités. Elles rappellent qu'en 2025, au Maroc, tous les enfants ne grandissent pas avec le même cartable. Certains y rangent leurs cahiers. D'autres l'échangent trop tôt contre une caisse à outils, une pelle ou un panier de récolte. ▀



Can'Art et CULTURE



Mustapha Boujemaoui

L'alchimiste des formes et de la mémoire

À partir du 10 juin 2026, la Villa Carl Ficke, Musée de la Mémoire de Casablanca, accueille l'exposition « Mustapha Boujemaoui : la poésie des formes », une immersion dans l'univers singulier d'un artiste qui, depuis plus d'un demi-siècle, explore avec sensibilité les liens entre mémoire, perception et création. À travers une démarche à la fois méditative et exigeante, Mustapha Boujemaoui développe une peinture qui invite à la réflexion. Chez lui, la forme n'est jamais un simple élément plastique : elle devient un espace de contemplation, un vecteur de mémoire et un moyen d'interroger notre rapport au réel. Loin de toute surcharge visuelle, son œuvre révèle une poésie discrète qui puise dans le patrimoine immatériel marocain pour en proposer une lecture résolument contemporaine. Dès ses premières créations, l'artiste s'est intéressé aux thèmes du voyage, du



Mustapha Boujemaoui.

déplacement et de l'écoulement du temps. Son langage pictural repose sur deux notions fondamentales : la transparence et la répétition. Ces principes structurent une œuvre cohérente où le verre de thé s'impose progressivement comme un motif emblématique. Associé à la théière, cet objet du quotidien dépasse sa fonction usuelle pour devenir un

véritable signe plastique. Décliné, fragmenté, simplifié puis parfois réduit à l'abstraction, il se transforme sous le regard de l'artiste en forme géométrique et symbolique. À travers lui, Boujemaoui évoque les rituels de l'hospitalité, les gestes du partage et les souvenirs collectifs qui façonnent l'identité marocaine. Son travail, déployé sur différents

supports — toile, bois ou papier — fait appel à une grande diversité de techniques, mêlant peinture, collage et gravure. Cette richesse formelle confère profondeur et relief à son exploration de la mémoire des objets et des traces laissées par le temps. Figure majeure de la scène artistique marocaine, Mustapha Boujemaoui a su construire un dialogue fécond entre héritage culturel et création contemporaine. Son œuvre témoigne d'une recherche constante où tradition, modernité et expérimentation formelle se répondent avec subtilité. Avec « Mustapha Boujemaoui : la poésie des formes », le public est invité à découvrir un artiste qui transforme les objets les plus familiers en un langage universel, capable d'éveiller la mémoire, l'émotion et la contemplation.

Cette exposition est enrichie par un ensemble d'œuvres exceptionnellement prêtées par Youssef Bennani. ▀

Education La Fondation Banque Populaire poursuit son engagement en faveur de l'Oriental

La Fondation Banque Populaire a organisé une cérémonie officielle marquant l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'école Achourafa, dans la province de Berkane, dans le cadre de son programme de mise à niveau des établissements scolaires. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de Fouad Zejli Alami, président du Directoire de la Banque Populaire d'Oujda, de Houda Laaraj, secrétaire générale de la Fondation Banque Populaire, ainsi que de représentants de la Direction provinciale de l'Éducation nationale de Berkane relevant de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation (AREF) de l'Oriental. Fort du succès d'un premier programme ayant permis la réhabilitation de dix-huit établissements scolaires, la Fondation Banque Populaire a élargi son action dans la région de l'Oriental.

Cette nouvelle phase a porté sur la rénovation de quatre écoles dans la province de Berkane et de deux autres dans la province de Taourirt, au bénéfice de 687 élèves dont les conditions d'apprentissage et de vie scolaire ont été significativement améliorées. Les travaux réalisés ont concerné notamment la réfection des peintures, l'étanchéité des bâtiments et la modernisation des installations sanitaires. Des espaces verts et des aires de jeux ont également été aménagés afin d'offrir aux élèves un cadre scolaire plus agréable, plus sûr et davantage propice à leur épanouissement. En marge de cette cérémonie, la Fondation Banque Populaire a mené, en partenariat avec le groupe Sapsess-Sochepress, une opération de distribution de livres au profit des élèves des deux écoles réhabilitées dans la province de Taourirt. Cette initiative vise à en-



L'action de la Fondation a porté sur la rénovation de quatre écoles dans la province de Berkane et de deux autres dans la province de Taourirt.

courager la lecture et à renforcer l'accès des jeunes à la culture et au savoir. À travers ce programme, la Fondation Banque Populaire réaffirme son engagement constant en faveur de l'éducation, de la lutte

contre l'abandon scolaire et de la promotion de l'égalité des chances, convaincue que l'investissement dans l'école constitue un levier essentiel de développement humain et social. ▀



Le MIGRATEUR



Accord États-Unis-Iran

La paix malgré les sionistes

La poignée de main annoncée entre Washington et Téhéran à Genève pourrait marquer l'un des plus importants bouleversements diplomatiques du Moyen-Orient depuis des décennies. Si l'accord ouvre la voie à une désescalade entre les deux ennemis historiques, il suscite déjà l'inquiétude de Netanyahu, farouchement opposé à tout rapprochement avec la République islamique.

AHMED ZOUBAÏR

Après des décennies d'hostilité, de sanctions, de crises diplomatiques et tout récemment d'affrontements armés, les États-Unis et l'Iran s'apprentent à franchir une étape que beaucoup jugeaient encore inimaginable il y a quelques mois. La signature annoncée pour vendredi 19 juin à Genève d'un accord de paix entre Washington et Téhéran pourrait marquer le début d'une nouvelle séquence géopolitique au Moyen-Orient.

Cet accord prévoit notamment un cessez-le-feu permanent, la réouverture du détroit d'Ormuz à la navigation internationale, l'allègement progressif de certaines mesures de pression économique ainsi que l'ouverture de négociations techniques sur les principaux sujets de discorde, au premier rang desquels figure le programme nucléaire iranien.

Même si les détails définitifs du texte n'ont pas encore été rendus publics, l'accord apparaît déjà comme l'un des



Condamnés à s'entendre...

événements diplomatiques majeurs de la décennie. Il constitue une rupture avec des années de confrontation, ponctuées de sanctions économiques, d'opérations militaires indirectes, d'attaques contre des installations stratégiques et de tensions récurrentes dans le Golfe.

Pour l'administration américaine, cette initiative répond à plusieurs objectifs : réduire les risques d'un conflit régional majeur, sécuriser les voies maritimes essentielles au commerce mondial et stabiliser un environnement géopolitique devenu particulièrement volatil. Du côté iranien, l'accord offre la perspective d'un desserrement de l'étau économique et d'une réintégration progressive dans certains circuits économiques internationaux.

Cependant, si Washington et Téhéran semblent décidés à tourner une page, l'accord est loin de faire l'unanimité dans la région. Israël apparaît aujourd'hui comme son principal opposant.

Depuis plusieurs années, les autorités israéliennes considèrent le programme nucléaire iranien comme une menace existentielle. Pour le gouvernement israélien, toute normalisation avec Téhéran ne peut être envisagée sans garanties extrêmement strictes concernant l'enrichis-

sement de l'uranium, les capacités balistiques iraniennes et le soutien de la République islamique à ses alliés régionaux. Les responsables israéliens craignent qu'un assouplissement des sanctions et une reprise des échanges économiques ne renforcent les capacités financières et stratégiques de l'Iran. À leurs yeux, un accord qui ne traiterai pas de manière exhaustive l'ensemble de ces questions risquerait de reporter le problème plutôt que de le résoudre.

Crises régionales

Cette divergence met en lumière une fracture stratégique de plus en plus visible entre Washington et Tel-Aviv sur la manière d'aborder le dossier iranien. Alors que les États-Unis privilégient désormais une logique de désescalade et de gestion diplomatique du risque, Israël continue de défendre une ligne beaucoup plus ferme, estimant que seule une pression maximale peut empêcher l'Iran d'accroître son influence régionale.

Le gouvernement israélien ne s'est d'ailleurs pas encore prononcé officiellement sur cet accord. Mais le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, un homme politique d'extrême droite très

controversé, a critiqué cet accord ce lundi 15 juin.

« Nous ne sommes pas parties prenantes à cet accord qui ne garantit pas notre sécurité et ne nous engage en aucune manière », a-t-il expliqué, affirmant qu'Israël ne doit se contenter de rien de moins que « le démantèlement du Hezbollah », tout appelant à la poursuite des actions contre le groupe de résistance libanais. Au-delà des réactions israéliennes, plusieurs pays arabes observent également l'évolution de la situation avec prudence. Si la perspective d'une réduction des tensions dans le Golfe est généralement accueillie favorablement, beaucoup attendent de voir comment seront traitées les questions liées à la sécurité régionale et aux équilibres stratégiques du Moyen-Orient.

L'histoire récente rappelle d'ailleurs que les rapprochements entre Washington et Téhéran ont souvent été fragiles. Les accords précédents ont régulièrement été remis en cause par les changements politiques internes, les crises régionales ou les divergences d'interprétation entre les parties. La cérémonie prévue à Genève pourrait donc constituer moins l'aboutissement d'un processus que le début d'une négociation de longue haleine. Mais elle n'en demeure pas moins un événement majeur. Si cet accord survit aux résistances politiques et aux tensions régionales, il pourrait ouvrir la voie à une recomposition profonde des rapports de force au Moyen-Orient et modifier durablement les équilibres stratégiques qui structurent la région depuis plus de quarante ans.

Entre espoir de stabilisation, calculs géopolitiques et méfiances persistantes, le monde retiendra surtout qu'après des décennies d'affrontement, Washington et Téhéran ont choisi, au moins pour un temps, le pari du dialogue plutôt que celui de la confrontation. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Trop exercées	Fleur	Métier	Cotoie	Armée
Études	Équivoque	Petite monnaie	Perroquet	Au verso
Demeurent				
Plante				
		Voyou		Sommets
		Possessif		
Métal		Unité	Stupide	
Superposer			Port du Japon	
			Imadiba	
Voie		Attention		Déshâterait
Catégorie				
			Prénom	
Commune de Finlande		Alcool	Ville engloutie	
Change			En matière de	Petite terre
			Rivière française	
			Sélection	
Commune française		Confection -nai		
Souhaitée		Rayonnement		
				Prénom personnel
Petit orgue				

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									



- Horizontalement :
- 1 : Nom du personnage inca par De funès
 - 2 : Instrument de musique - Période
 - 3 : Prénom d'un des acteurs principaux
 - 4 : Risque - Unité de mesure Conjonction de subordination
 - 5 : Note - Ecrivain - Métal mc
 - 6 : Acteur du film
 - 7 : Autre acteur du film
 - 8 : Gaz
 - 9 : Communauté de pays - Métal blanc
 - 10 : Rebuté
 - 11 : Article
 - 12 : Metteur en scène du film

- Verticalement :
- 1 : Titre du film
 - 2 : Champion - Réfléchi - Choisi à nouveau
 - 3 : Gémissement - Son - Préposition
 - 4 : Réaction chimique - Animal - Gaz
 - 5 : Nom donné au diamant dans le film
 - 6 : Rivière française
 - 7 : Créés - Par opposition à
 - 8 : Capucin
 - 9 : Type de la Cadillac du film

Mots Mêlés

E	A	T	E	L	E	H	C	I	M	T	A	C
R	E	D	R	A	S	N	O	R	E	S	P	A
I	L	T	I	H	U	G	O	M	N	E	M	Z
A	L	O	T	D	S	U	A	E	I	H	E	L
L	I	R	O	N	A	L	U	B	C	C	N	A
E	E	E	L	E	O	A	R	A	A	I	I	B
D	N	D	L	T	E	E	U	L	R	B	T	N
U	R	I	A	S	I	A	L	E	B	A	R	O
A	O	D	S	N	Y	N	G	I	V	L	A	L
B	C	U	E	E	R	E	I	L	O	M	M	L
N	O	H	E	R	I	A	T	L	O	V	A	I
R	C	S	E	T	R	A	C	S	E	D	L	V

- BAUDELAIRE
- LAMARTINE
- CORNILLE
- DESCARTES
- RABELAIS
- STENDHAL
- ROUSSEAU
- VOLTAIRE
- MICHELET
- MOLIERE
- LABICHE
- BOILEAU
- RONSARD
- DIDEROT
- CHENIER
- BALZAC
- VILLON
- RACINE



Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

2				4				3
	8			5		1		
	3	9						
	4			8	6	1		
5				7				8
	9	8	4					7
						3	5	
		1		2			8	
9			6					1

A méditer



« Des hommes d'élite réunis en groupe ne constituent plus une élite. Pour garder son niveau, l'esprit supérieur doit rester solitaire. »
Gustave Le Bon, Aphorismes du temps présent.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

6	2	1	9	4	5	8	3	7
4	7	8	2	1	3	9	6	5
3	9	5	7	6	8	4	1	2
2	3	7	4	5	6	1	8	9
9	8	4	1	3	7	5	2	6
1	5	6	8	9	2	3	7	4
7	6	3	5	8	9	2	4	1
8	1	9	6	2	4	7	5	3
5	4	2	3	7	1	6	9	8

Mots Mêlés

Mots mêlés « les îles »
Solution : Australie.

Mots fléchés

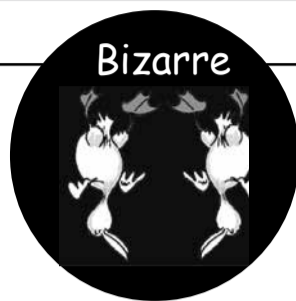
T	C	F	N	U					
D	E	F	I	N	I	T	I	O	N
R	E	T	I	C	E	N	C	E	
R	A	D	E	E	T	A	T	S	
T	E	A	L	E	S	A			
S	O	R	T	I	E	S	N	O	
G	A	I	E	S	E	T	E		
S	E	L	U	A	M	E	S		
N	E	G	L	I	G	E	T		
M	E	R	E	R	U	A	I		
S	U	S	U	E	M	N			
Z	E	B	U	R	A	D	E	E	
S	U	S	C	I	T	O	N	S	

Mots croisés

1	S	P	E	C	T	A	T	E	U	R
2	A	I	G	R	E	L	E	T	T	E
3	P	R	I	O	R	I	T	E	S	
4	H	U	N	S	T	S	E	P		
5	I	S	E	M	E	R	M	I		
6	R	B	A	A	G	I	R			
7	S	T	R	U	C	T	U	R	E	
8	F	O	R	E	R	A	S	A	R	
9	E	L	I	D	E	S	E	T	A	
10	R	O	S	A	A	U	S	S	I	



Et BATATI ET BATATA



Chat alors !

Publié le mercredi 17 novembre 2021 à 15h30

Midas, qui n'a que quatre mois, a déjà accumulé près de 20.000 abonnés Instagram après seulement trois semaines d'existence sur le réseau social. Cette chatte, bleu russe, est née avec quatre oreilles en raison d'une mutation génétique, et c'est la génétique qui détermine les couleurs d'un chat et visiblement aussi le nombre d'oreilles qu'il aura ! Selon dailymail (14 novembre 2021), la déformation est liée à une mutation génétique récessive de ses parents. Les quatre oreilles de Midas ne sont pas les seules caractéristiques uniques de son corps, il a également une adorable marque blanche en forme de cœur sur son ventre.

Midas vit en Turquie et passe du temps avec ses deux frères et sœurs labradors Zeyno, 14 ans, et Suzy, 12 ans. Elle est également « enjouée mais amicale » et passe ses journées à dormir et ses nuits éveillées, raconte Canis, son propriétaire. La mère de Midas, une chatte errante, l'a mise au monde avec ses six frères et sœurs dans un jardin appartenant à un ami de Canis, qui a alors décidé de la ramener chez elle. Malgré certaines fonctionnalités supplémentaires uniques, Canis affirme qu'un vétérinaire a affirmé que le chaton a une audition parfaite. ●

Estomaquant !

Carli Bellmer a fait le buzz sur TikTok après avoir diffusé plusieurs vidéos dans lesquelles elle déclare avoir avalé un écouteur un Air-Pod, le célèbre écouteur de la marque Apple. La jeune Américaine de 27 ans raconte qu'elle était sur son lit et qu'elle a pris un médicament avec de l'eau : « J'ai alors réalisé que ce n'était pas l'ibuprofène », a-t-elle déclaré sur TikTok. « Je suis fatigué de le vomir et il ne sortira pas, et je suis en train de perdre la tête », ajoute-t-elle. Carli Bellmer a déclaré avoir envoyé à son amie un mémo vocal que l'Air-Pod a transmis de manière étrange et audible depuis l'intérieur de son estomac. La jeune femme de Boston se serait rendue à l'hôpital et après une radiographie confirmant la présence du corps étranger, l'écouteur aurait été retiré. Sa vidéo lui a donné un bon coup de pub puisqu'elle a été vue plus de 2,4 millions de fois. Certains internautes se montrent toutefois sceptiques quant à la véracité de son récit. Il ne s'agit néanmoins pas d'une première. L'an dernier aux États-Unis, un enfant de 7 ans avait avalé un AirPod alors qu'il l'avait dans la bouche. L'écouteur était finalement passé dans son estomac. En 2019, à Taiwan, un homme a connu la même expérience et en était ressorti indemne tout comme l'écouteur, miraculeusement fonctionnel après son passage dans les entrailles de son utilisateur.

En lettres d'or

Le document vendu mardi 23 novembre, estimé entre deux et trois millions d'euros, a été adjugé à 11,6 millions d'euros avec frais (10,2 millions sans frais). Contrairement à ceux qui avaient battu les deux précédents records, c'est un document de travail scientifique, ce qui en fait la rareté.

Il s'agit d'un manuscrit autographe de 54 pages rédigé en 1913 et 1914, à Zurich (Suisse), par le physicien d'origine allemande Albert Einstein et son collaborateur et confident, Michele Besso. « Les documents autographes scientifiques d'Einstein de cette période, et plus généralement d'avant 1919, sont extrêmement rares », avait souligné avant la vente Christie's, où se sont déroulées les enchères pour la maison Aguttes.

Celles-ci ont démarré à 1,5 million et se sont envolées en quelques minutes, avec pour finir une bataille entre deux acheteurs au téléphone par paliers de 200.000 euros.

Les précédents records pour un manuscrit d'Einstein étaient de 2,8 millions de dollars (2,4 millions d'euros) en 2018 à New York pour une lettre sur Dieu, et 1,56 million de dollars (1,39 million d'euros) en 2017 à Jérusalem pour une lettre sur le secret du bonheur. ●



Rigolard



***Deux amis qui ne se sont pas vu depuis** longtemps à cause du Covid se rencontrent enfin :

Ils discutent sur leur vie passée...

L'un demande à l'autre :

- Et comment vont les affaires ?
- Comme le Coca Cola...
- Ah ! Super ! Pleine de bulles hein ?
- Rien de tout ça... Avant c'était « normal », puis ce fut « light » et maintenant c'est « zéro ».

***Deux copains discutent :**

- J'en ai marre, c'est la deuxième fois qu'on me vide ma cuve à mazout pourtant la bouche de remplissage est bien cachée sous une vasque de fleurs !
- Moi j'ai résolu le problème, lui dit son ami, j'ai acheté un gros bouchon rouge avec MAZOUT marqué dessus en blanc !
- T'es fou ? Ils n'ont même plus à chercher!!!

- Ben ouais, mais le tuyau n'est pas relié à ma cuve à mazout ... Il est raccordé à ma fosse septique et ça fait trois fois que les cons me la vide gratuit en six mois !

***Une belle mère décide de savoir si ses trois gendres** l'aiment ou au moins l'apprécient...

Le lendemain en se promenant au bord du fleuve avec son premier gendre, elle glisse dans l'eau et commence à se noyer, le gendre sans hésitation plonge et sauve sa belle mère.

Le lendemain, devant la maison, il trouve

une voiture neuve, une petite Peugeot 208 avec un mot sur le pare brise :

- Merci de la part de ta belle mère qui t'aime.

Elle entreprend le même scénario avec le deuxième gendre, celui ci plonge et sauve sa belle mère. Lui aussi reçoit une voiture, une petite Peugeot 208 avec un mot sur le pare brise :

- Merci de la part de ta belle mère qui t'aime.

Même scénario avec le troisième gendre, elle glisse dans l'eau et commence à se noyer et lui regarde sa belle mère se noyer en se disant :

- Depuis le temps que j'attendais ça ! Le lendemain, il voit une Porsche toute neuve devant sa maison avec un petit mot:

- Merci de la part de ton beau père qui t'aime.

***Un homme arrive au commissariat** et demande à parler au cambrioleur arrêté qui s'est introduit chez lui la semaine précédente.

- C'est impossible, dit le policier, il est en garde à vue.

- Mais j'ai juste une petite chose à lui demander.

- N'insistez pas monsieur, c'est strictement interdit.

- Dommage, je voulais juste savoir comment il a fait pour rentrer dans notre maison à deux heures du matin sans réveiller ma femme. Moi ça fait quinze ans que j'essaie...

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma